

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Rivière-du-Loup

Code géographique : 12072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jacques Moreau , atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Rivière-du-Loup pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Rivière-du-Loup pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-18 .
(Date)

Signature _____ Date 2018-04-17

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Rivière-du-Loup et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquelles les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le Gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Par conséquent, les débiteurs et l'investissement net dans les immobilisations et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

autres actifs sont sous évalués de 4 694 335 (4 861 351 \$ en 2016) et la dette nette est surévaluée de ce montant. De plus, les débiteurs sont sous-évalués d'un autre montant de 283 121 \$ (259 563 \$ en 2016) et les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir sont surévaluées du même montant.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe "Fondement de l'opinion avec réserve", les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Rivière-du-Loup et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Rivière-du-Loup inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S13, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A113347

DATE 2018-04-17

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

S/O

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations	
		2017	2016
Revenus			
Taxes	1	29 086 132	27 977 366
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 253 987	2 275 045
Quotes-parts	3		
Transferts	4	3 058 892	1 940 732
Services rendus	5	7 680 539	7 660 030
Imposition de droits	6	1 046 291	900 965
Amendes et pénalités	7	517 622	589 667
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	298 092	279 465
Autres revenus	10	1 509 979	383 375
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11	(1 245 956)	
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	44 205 578	42 006 645
Charges			
Administration générale	14	5 235 994	5 446 661
Sécurité publique	15	5 162 903	5 147 884
Transport	16	7 732 961	7 173 489
Hygiène du milieu	17	11 542 833	11 141 641
Santé et bien-être	18	182 038	189 598
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 576 282	1 379 601
Loisirs et culture	20	8 422 445	8 251 272
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 299 748	1 497 737
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	41 155 204	40 227 883
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 050 374	1 778 762
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	104 250 305	102 471 543
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	(4)	
Solde redressé	28	104 250 301	102 471 543
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	107 300 675	104 250 305

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 400 002	7 649 232
Débiteurs (note 5)	2	6 006 826	5 610 632
Prêts (note 6)	3	131 180	131 180
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 201 135	264 667
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(463 801)	782 155
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>16 275 342</u>	<u>14 437 866</u>
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 800 002	1
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	10 284 306	9 679 249
Revenus reportés (note 12)	12	938 881	646 140
Dette à long terme (note 13)	13	37 071 375	38 255 727
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	540 300	469 000
	15	<u>51 634 864</u>	<u>49 050 117</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(35 359 522)</u>	<u>(34 612 251)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	141 896 256	138 141 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	167 685	167 685
Stocks de fournitures	19	510 143	443 291
Autres actifs non financiers (note 17)	20	86 113	110 580
	21	<u>142 660 197</u>	<u>138 862 556</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>107 300 675</u>	<u>104 250 305</u>

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations	
		2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 050 374	1 778 762
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(10 273 614)	(6 822 807)
Produit de cession	3	3 749	23 098
Amortissement	4	6 513 703	6 270 334
(Gain) perte sur cession	5	906	5 734
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(3 755 256)	(523 641)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(66 852)	13 300
Variation des autres actifs non financiers	10	24 467	25 727
	11	(42 385)	39 027
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	(4)	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(747 271)	1 294 148
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(34 612 251)	(35 906 399)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(34 612 251)	(35 906 399)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(35 359 522)	(34 612 251)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 050 374	1 778 762
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 513 703	6 270 334
Autres			
- Perte cession immobilisations	3	906	5 734
- Perte valeur placement invest	4	1 245 952	
	5	10 810 935	8 054 830
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(397 222)	1 279 106
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	606 085	308 992
Revenus reportés	9	329 147	22 646
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	71 300	(44 700)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(66 852)	13 300
Autres actifs non financiers	13	(11 939)	25 727
	14	11 341 454	9 659 901
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(10 273 614)	(6 822 807)
Produit de cession	16	3 749	23 098
	17	(10 269 865)	(6 799 709)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(140 611)	(140 611)
Remboursement ou cession	19	151 383	22 946
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(3 947 240)	()
Cession	21		75 380
	22	(3 936 468)	(42 285)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	3 413 711	2 464 500
Remboursement de la dette à long terme	24	(4 620 985)	(5 295 685)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 800 001	(18 985)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	22 922	(16 338)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 615 649	(2 866 508)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 249 230)	(48 601)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	7 649 232	7 697 833
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	7 649 232	7 697 833
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	6 400 002	7 649 232

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rivière-du-Loup est un organisme municipal constitué et régit en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation des états financiers

Les états financiers [consolidés] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages [S13 et S14], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont :

- Corporation de l'Aéroport de Rivière-du-Loup inc.
- Rivière-du-Loup en spectacles
- Les Loisirs de Rivière-du-Loup

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

La Ville participe au partenariat de la Société d'Économie Mixte et d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup (SÉMÉR) qui se qualifie en tant qu'entreprise municipale et qui est comptabilisé selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation en proportion du pourcentage de détention de 40 %.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les revenus de placement sont comptabilisés au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des instruments financiers très liquides ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la juste valeur.

Les autres placements sont comptabilisés au coût et s'il y a lieu; déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût et s'il y a lieu; déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

E) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Autres actifs non financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais sont imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Autres	5 à 20 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Ville capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Régime de retraite à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi").

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante :

- Répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : Valeur marchande.

- Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement commence dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

- Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir;

- L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- Intérêts sur la dette à long terme (nets des montants à recouvrer de tiers) : durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;

- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides :

- Passif comptabilisé au 1er janvier 2007 et, jusqu'à concurrence des sommes autorisées, tout excédent de la charge comptabilisée en fonction de la capacité utilisée de la décharge sur les dépenses engagées dans l'exercice :

> linéaire jusqu'à l'extinction prévue des obligations de l'administration municipale.

- Frais d'assainissement pour les sites contaminés :

- pour le passif constaté au 1er janvier 2015: sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

- pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- Pour la dette à long terme en question :
 - > au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

I) Instruments financiers

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs au coût après amortissement à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisés dans les résultats.

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 6 400 002	7 649 232
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 6 400 002	7 649 232
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 6 400 002	7 649 232
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 446 467	1 735 989
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 989 105	1 280 127
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 261 249	238 826
Organismes municipaux	15 774 281	303 156
Autres		
- Divers	16 1 446 794	1 973 870
- Organismes consolidés	17 88 930	78 664
	18 6 006 826	5 610 632
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 76 561	81 434
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24 131 180	131 180
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28 131 180	131 180
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	253 895	264 667
Autres placements	31	3 947 240	
	32	4 201 135	264 667
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(120 200)	(42 300)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(420 100)	(426 700)
	37	<u>(540 300)</u>	<u>(469 000)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 503 000	1 525 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	81 200	83 700
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	37 482	37 429
	43	<u>1 621 682</u>	<u>1 646 129</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La Ville dispose d'une marge de crédit pour ses opérations, d'un montant de 2 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % et renouvelable en juin 2023.

De plus, la Ville dispose de marges de crédit pour les investissements en immobilisations :

Montant autorisé	Taux d'intérêt	Renouvellement	# Règlement
7 860 000 \$	3,2 %	Décembre 2018	1913
3 100 000 \$	2,95 %	Janvier 2018	1873
411 000 \$	3,2 %	Juin 2022	1570

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 236 372	2 152 640
Salaires et avantages sociaux	48	1 531 956	1 529 164
Dépôts et retenues de garantie	49	641 861	282 555
Provision pour contestations d'évaluation	50	8 946	8 946
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	4 741 680	4 424 931
Frais d'assainissement des sites contaminés	52	250 000	250 000
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	53	69 441	73 531
- TPS, TVQ, redevances	54	197 446	239 238
- Autres	55	606 604	718 244
-	56		
-	57		
	58	10 284 306	9 679 249

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	286 852	153 586
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Divers Projets	66	141 592	136 991
- Billets de spectacle	67	434 524	287 650
- Fonds de stationnement	68	75 913	67 913
-	69		
	70	938 881	646 140

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt	Échéance				
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	2,70	2018	2037	71	37 332 747	38 531 649
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2018	2021	75	30 341	38 713
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres					78		
					79	37 363 088	38 570 362
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(291 713)	(314 635)
					81	37 071 375	38 255 727

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2018	82	90	4 049 068	98	107	30 341	115	4 079 409
2019	83	91	3 624 028	99	108		116	3 624 028
2020	84	92	3 534 286	100	109		117	3 534 286
2021	85	93	2 800 446	101	110		118	2 800 446
2022	86	94	2 268 714	102	111		119	2 268 714
2023 et +	87	95	21 056 205	103	112		120	21 056 205
	88	96	37 332 747	104	113	30 341	121	37 363 088
Intérêts et frais accessoires				105	()		122	()
	89	97	37 332 747	106	114	30 341	123	37 363 088

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(30 665 187)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	(4 694 335)
Autres	126	()
	127	(35 359 522)
		(34 612 251)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	61 131 774	156	32 428	183		210	61 164 202
Eaux usées	129	36 512 308	157	84 679	184		211	36 596 987
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	40 434 722	158	631 135	185		212	41 065 857
Autres	131	33 787 482	159	824 968	186		213	34 612 450
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	36 081 075	161	227 041	188		215	36 308 116
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	6 692 720	163	307 312	190	59 075	217	6 940 957
Ameublement et équipement de bureau	136	3 029 480	164	385 119	191		218	3 414 599
Machinerie, outillage et équipement divers	137	5 949 664	165	440 466	192		219	6 390 130
Terrains	138	3 283 963	166	145 239	193		220	3 429 202
Autres	139	212 762	167	223 003	194		221	435 765
	140	<u>227 115 950</u>	168	<u>3 301 390</u>	195	<u>59 075</u>	222	<u>230 358 265</u>
Immobilisations en cours	141	<u>7 029 948</u>	169	<u>6 972 224</u>	196		223	<u>14 002 172</u>
	142	<u>234 145 898</u>	170	<u>10 273 614</u>	197	<u>59 075</u>	224	<u>244 360 437</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	24 887 904	171	1 007 232	198		225	25 895 136
Eaux usées	144	21 275 482	172	1 522 191	199		226	22 797 673
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	20 072 316	173	1 090 385	200		227	21 162 701
Autres	146	8 958 954	174	934 815	201		228	9 893 769
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	10 705 359	176	948 667	203		230	11 654 026
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	3 982 020	178	352 193	205	54 420	232	4 279 793
Ameublement et équipement de bureau	151	2 414 453	179	141 602	206		233	2 556 055
Machinerie, outillage et équipement divers	152	3 500 863	180	327 165	207		234	3 828 028
Autres	153	207 547	181	189 453	208		235	397 000
	154	<u>96 004 898</u>	182	<u>6 513 703</u>	209	<u>54 420</u>	236	<u>102 464 181</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>138 141 000</u>					237	<u>141 896 256</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	(_____)	242	(_____)	244	(_____)	246	(_____)
Valeur comptable nette	240	<u>_____</u>					247	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249	167 685	167 685
Autres	250		
	251	167 685	167 685
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	167 685	167 685
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais reportés	254	72 913	76 320
-	255		
-	256		
Autres			
- Organismes contrôlés	257	13 200	34 260
-	258		
	259	86 113	110 580
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
Excédent (déficit) de l'exercice	269	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	270	
Placements de portefeuille	271	
Débiteurs	272	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273	
Provision pour moins-value	274	() ()
	275	
	276	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	277	
Revenus reportés	278	
Dettes à long terme	279	
	280	
Solde du Fonds local d'investissement	281	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282	
Supportant les engagements de prêts	283	
Supportant les garanties de prêts	284	
	285	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice 296

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	()
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles**CONTRATS :**

La Ville a signé un protocole d'entente avec la Commission Scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup pour une contribution financière pour la construction d'un stade multisport. La Ville s'est engagée à verser une contribution financière de 3 000 000 \$, taxes et ristournes incluses, plus les frais d'intérêt sur cette somme, payable sur une période de 20 ans.

La Ville a signé en 2014 un projet d'aménagement d'un terrain de soccer à surface synthétique. La Ville s'est engagée pour 5 ans. Le montant minimum à payer est de 452 360 \$ plus les intérêts. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2017 s'établit à 180 944\$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:
2018: 90 472 \$ + intérêts
2019: 90 472 \$ + intérêts

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION :

La Ville s'est engagée à assumer 10 % du déficit annuel de l'Office Municipal d'Habitation de Rivière-du-Loup. Tout montant que la Ville pourrait être appelée à déboursier sera comptabilisé dans l'exercice en cours.

FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE:

La Ville est assujettie, en tant qu'employeur, aux dispositions de la Loi favorisant le développement de la main-d'oeuvre. Les montants requis par cette loi ont été consacrés à la formation en 2017.

OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE RIVIÈRE-DU-LOUP :

La Ville s'est engagée jusqu'en 2019 par la signature d'une convention. La contribution pour 2017 est de 208 709 \$, cette dernière sera ajustée annuellement selon IPC. En 2018, une somme de 201 256 \$ est prévue au budget.

JEUX DU QUÉBEC 2021

La Ville s'est engagée à contribuer financièrement à l'organisation de la Finale des Jeux du Québec, hiver 2021, en remettant un montant minimum de 1 500 000 \$ au comité organisateur pour son fonctionnement. Cette somme sera versée à raison de 250 000 \$ par année à compter de 2016.

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville garantit la dette de la Corporation de gestion des terrains sportifs de la Commission scolaire de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 110 834 \$. La Ville assume entièrement le coût de cette dette et le prévoit lors de l'élaboration de son budget annuel.

La Ville garantit les obligations de la Société d'Économie Mixte d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 22 488 000 \$. La direction estime que la probabilité que la Ville ait à engager des coûts

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

importants en raison de cette caution est faible.

La Ville garantit la dette de la Corporation de gestion des terrains sportifs de la Commission scolaire de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 476 102 \$. La Ville assume partiellement le coût de cette dette et le prévoit lors de l'élaboration de son budget annuel.

La Ville garantit la dette du Club de curling de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 3 422 250 \$. La Ville assume partiellement le coût de cette dette et le prévoit lors de l'élaboration de son budget annuel.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Divers griefs ont été déposés et pour lesquels une étude d'avocats représente les intérêts de la Ville. La direction de la Ville croit au bien-fondé de sa défense. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et le montant, le cas échéant, que la Ville pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

d) Autres

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute des renseignements nécessaires pour pouvoir le faire, les organismes contrôlés n'ayant pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	27 977 366	28 739 547	29 086 132			29 086 132
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 275 045	2 375 683	2 253 987			2 253 987
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 443 890	1 442 204	1 397 575		296 800	1 694 375
Services rendus	5	6 495 569	5 980 850	6 449 760		2 161 712	7 680 539
Imposition de droits	6	900 965	602 020	1 046 291			1 046 291
Amendes et pénalités	7	589 667	594 435	517 622			517 622
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	275 269	272 314	292 082		6 010	298 092
Autres revenus	10	334 789	567 375	780 010			780 010
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	40 292 560	40 574 428	41 823 459		2 464 522	43 357 048
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15			1 294 353		70 164	1 364 517
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	48 586		729 969			729 969
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			(1 245 956)			(1 245 956)
	20	48 586		778 366		70 164	848 530
	21	40 341 146	40 574 428	42 601 825		2 534 686	44 205 578
Charges							
Administration générale	22	5 253 205	4 959 214	5 051 061	184 933		5 235 994
Sécurité publique	23	4 988 579	4 975 478	4 910 730	252 173		5 162 903
Transport	24	5 729 601	5 766 334	6 185 999	1 521 466	159 796	7 732 961
Hygiène du milieu	25	8 061 596	8 232 753	8 379 266	3 163 567		11 542 833
Santé et bien-être	26	189 598	214 199	182 038			182 038
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 352 954	1 676 028	1 548 931	27 351		1 576 282
Loisirs et culture	28	5 627 625	5 854 528	5 739 659	1 174 760	2 304 659	8 422 445
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 442 061	1 194 021	1 241 229		58 519	1 299 748
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	6 089 360	6 089 360	6 324 250	(6 324 250)		
	33	38 734 579	38 961 915	39 563 163		2 522 974	41 155 204
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 606 567	1 612 513	3 038 662		11 712	3 050 374

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalisations 2017		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 606 567	1 612 513	3 038 662	11 712	3 050 374
Moins: revenus d'investissement	2	(48 586)	()	(778 366)	(70 164)	(848 530)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 557 981	1 612 513	2 260 296	(58 452)	2 201 844
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	6 089 360	6 089 360	6 324 250	189 453	6 513 703
Produit de cession	5	23 098	1 050	3 749		3 749
(Gain) perte sur cession	6	5 734	(1 050)	906		906
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	6 118 192	6 089 360	6 328 905	189 453	6 518 358
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	22 946	25 000	151 383		151 383
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	75 380				
	15	98 326	25 000	151 383		151 383
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 931 836)	(4 588 126)	(4 578 783)	(42 202)	(4 620 985)
	18	(4 931 836)	(4 588 126)	(4 578 783)	(42 202)	(4 620 985)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 771 049)	(1 671 101)	(1 678 691)	(51 734)	(1 730 425)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	103 358	(1 237)			
Excédent de fonctionnement affecté	21	300 333	(438 500)			
Réserves financières et fonds réservés	22	(744 915)	(986 986)	(940 095)		(940 095)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(47 256)	(40 923)	(26 516)		(26 516)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 159 529)	(3 138 747)	(2 645 302)	(51 734)	(2 697 036)
	26	(874 847)	(1 612 513)	(743 797)	95 517	(648 280)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	683 134		1 516 499	37 065	1 553 564

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	48 586	778 366	70 164	848 530
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(2 607 958)	(182 621)	()	(182 621)
Sécurité publique	3	(934 595)	(116 388)	()	(116 388)
Transport	4	(1 347 450)	(2 500 026)	()	(2 500 026)
Hygiène du milieu	5	(1 253 478)	(5 526 090)	()	(5 526 090)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(22 301)	(548 736)	()	(548 736)
Loisirs et culture	8	(532 852)	(1 176 750)	(223 003)	(1 399 753)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(6 698 634)	(10 050 611)	(223 003)	(10 273 614)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(140 611)	(1 105 345)	()	(1 105 345)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 464 500	3 413 711		3 413 711
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	1 771 049	1 678 691	51 734	1 730 425
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	125 198	(5)		(5)
Réserves financières et fonds réservés	17	1 148 659	1 284 704		1 284 704
	18	3 044 906	2 963 390	51 734	3 015 124
	19	(1 329 839)	(2 568 165)	(171 269)	(2 739 434)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 281 253)	(1 789 799)	(101 105)	(1 890 904)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
				<u>Total</u>	
				<u>consolidé</u> ¹	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 219 881	5 860 365	539 637	6 400 002
Débiteurs (note 5)	2	5 531 968	5 917 896	88 901	6 006 826
Prêts (note 6)	3	131 180	131 180		131 180
Placements de portefeuille (note 7)	4	264 667	4 201 135		4 201 135
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	782 155	(463 801)		(463 801)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	13 929 851	15 646 775	628 538	16 275 342
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	1	2 800 002		2 800 002
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 570 847	10 159 246	125 031	10 284 306
Revenus reportés (note 12)	12	322 084	504 357	448 557	938 881
Dette à long terme (note 13)	13	37 504 777	36 362 627	708 748	37 071 375
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	469 000	540 300		540 300
	15	47 866 709	50 366 532	1 282 336	51 634 864
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(33 936 858)	(34 719 757)	(653 798)	(35 359 522)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	137 045 406	140 767 112	1 129 144	141 896 256
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	167 685	167 685		167 685
Stocks de fournitures	19	443 291	510 143		510 143
Autres actifs non financiers (note 17)	20	39 914	72 913	27 233	86 113
	21	137 696 296	141 517 853	1 156 377	142 660 197
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 757 942	2 620 559	40 538	2 661 097
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 407 980	1 761 867	41 645	1 803 512
Réserves financières et fonds réservés	24	2 719 667	2 675 058		2 675 058
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(3 383 993)	(3 183 677)		(3 183 677)
Financement des investissements en cours	26	(1 788 543)	(3 578 342)		(3 578 342)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	103 046 385	106 502 631	420 396	106 923 027
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	103 759 438	106 798 096	502 579	107 300 675

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	9 200 459	8 962 503	9 426 687	8 943 794
Charges sociales	2	2 492 731	2 504 276	2 504 276	2 468 224
Biens et services	3	15 744 674	16 176 459	17 056 344	17 076 448
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	815 171	840 025	875 684	986 117
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	90 650	75 600	75 600	138 652
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	288 200	325 604	348 464	372 968
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	849 740	847 157	847 157	811 533
Transferts	10				
Autres	11	122 167	103 748	103 748	97 113
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	2 835 263	2 991 008	2 991 008	2 713 189
Amortissement des immobilisations	14	6 089 360	6 324 250	6 513 703	6 270 334
Autres					
- Autres	15	433 500	412 533	412 533	349 511
-	16				
-	17				
	18	38 961 915	39 563 163	41 155 204	40 227 883

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 661 097	1 781 659
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 803 512	1 429 381
Réserves financières et fonds réservés	3	2 675 058	2 719 667
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	3 183 677 ) (	3 383 993)
Financement des investissements en cours	5	(3 578 342)	(1 687 438)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	106 923 027	103 391 029
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	107 300 675	104 250 305
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 620 559	1 757 942
Organismes contrôlés ¹	10	40 538	23 717
	11	2 661 097	1 781 659
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Programme technique de restaur	12	61 890	41 890
- Réclamations dommage et intérêt	13	75 000	75 000
- Développement durable	14	39 871	39 871
- Fonds industriel	15	347 283	347 283
- ex RDL, photos aériennes	16	107 571	97 571
- Avantages sociaux futurs	17	313 860	313 860
- SQAÉ, aqueduc, égout	18	606 452	337 326
- Fds verts, comp. rec, red. éli	19	155 179	155 179
- Autres	20	54 761	
	21	1 761 867	1 407 980
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Les Loisirs de Rivière-du-Loup	22	41 645	21 401
-	23		
-	24		
	25	41 645	21 401
	26	1 803 512	1 429 381
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Bassins	27	109 714	58 998
- Élections	28	42 639	135 081
-	29		
-	30		
-	31		
	32	152 353	194 079
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 847 142	1 811 737
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	675 563	713 851
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	2 522 705	2 525 588
	48	2 675 058	2 719 667

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (346 824) (394 777)	
Autres	52 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	
	54 (346 824) (394 777)	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 (250 000) (250 000)	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (283 121) (259 564)	
Autres		
-	58 () ()	
-	59 () ()	
	60 (879 945) (904 341)	
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	62 (2 832) (4 952)	
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	
Autres		
-	66 () ()	
-	67 () ()	
	68 (2 832) (4 952)	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	
Autres		
- Régime de retraite policiers	72 (2 300 900) (2 474 700)	
-	73 () ()	
	74 (2 300 900) (2 474 700)	
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 (3 183 677) (3 383 993)	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 692 090	926 745
Investissements à financer	83 (4 270 432 ) (	2 614 183)
	84 (3 578 342)	(1 687 438)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 141 896 256	138 141 000
Propriétés destinées à la revente	86 167 685	167 685
Prêts	87 131 180	131 180
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 253 895	264 667
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89 (463 801)	782 155
	90 141 985 215	139 486 687
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 141 985 215	139 486 687
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (37 071 375 ) (	38 255 727)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (291 713 ) (	314 635)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 2 300 900	2 474 700
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (35 062 188 ) (	36 095 662)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) (	(4))
	100 (35 062 188 ) (	36 095 658)
	101 106 923 027	103 391 029

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:
-les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et des pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre de prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coût futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DEMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

-Avantages sociaux futurs:

-pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;

-pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées; sur la DMERCA des salariés participants touchés;

-à titre de mesure d'allégement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;

-pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (42 300)	(73 800)
Charge de l'exercice	4 (1 503 000)	(1 525 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 425 100	1 556 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(120 200)</u>	<u>(42 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 37 444 900	36 063 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>45 521 200</u>)	(<u>41 788 800</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (8 076 300)	(5 725 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>7 956 100</u>	<u>5 682 700</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (120 200)	(42 300)
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(120 200)</u>	<u>(42 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>37 444 900</u>	<u>36 063 800</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>45 521 200</u>)	(<u>41 788 800</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>8 076 300</u>)	(<u>5 725 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 284 000	1 178 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u> </u>	<u>16 800</u>
	20 1 284 000	1 195 600
Cotisations salariales des employés	21 (619 500)	(570 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	23 664 500	624 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 560 500	546 400
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 <u> </u>	<u>56 500</u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	28 <u> </u>	<u>(18 400)</u>
Autres	29 <u> </u>	<u> </u>
-	30 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>1 225 000</u>	<u>1 209 400</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 <u>2 137 500</u>	<u>2 127 300</u>
Rendement espéré des actifs	33 (<u>1 859 500</u>)	(<u>1 811 700</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>278 000</u>	<u>315 600</u>
Charge de l'exercice	35 <u>1 503 000</u>	<u>1 525 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 986 500	1 517 300
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (<u>1 859 500</u>)	(<u>1 811 700</u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 127 000	(294 400)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (2 960 900)	
Prestations versées au cours de l'exercice	40 2 650 000	2 714 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 37 444 900	36 063 784
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 484 700	317 600
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,10 %	5,20 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,20 %	5,20 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53 <u>1</u>	54 <u>1</u>
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (426 700)	(439 900)
Charge de l'exercice	56 (81 200)	(83 700)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 87 800	96 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(420 100)</u>	<u>(426 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (982 200)	(1 016 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (982 200)	(1 016 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 <u>562 100</u>	<u>589 400</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (420 100)	(426 700)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(420 100)</u>	<u>(426 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (982 200)	(1 016 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (982 200)	(1 016 100)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 46 200	47 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Autres		
-	80	
-	81	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 <u>46 200</u>	<u>47 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 <u>35 000</u>	<u>36 600</u>
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 <u>35 000</u>	<u>36 600</u>
Charge de l'exercice	86 <u>81 200</u>	<u>83 700</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 (18 900)	17 300
Prestations versées au cours de l'exercice	91 87 800	96 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 19	19
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 3,20 %	3,60 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 6,40 %	6,60 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2 029	2 029
Autres hypothèses économiques		
-	103	3
-	104	5

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 Oui
 110 Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>8 198</u>	<u>7 982</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	27 626	27 237
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>9 856</u>	<u>10 192</u>
	115	<u>37 482</u>	<u>37 429</u>

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dette à long terme	1	36 362 627
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	4 270 432
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	675 564
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	3 999 187
---	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	35 958 308
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	13 600
--	----	--------

Endettement net à long terme	16	35 971 908
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	1 517 053
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	37 488 961
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	37 488 961
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2017	2017	2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	21 737 008	21 737 008	20 711 663
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	551 950	551 950	642 571
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	22 288 958	22 288 958	21 354 234
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 758 012	2 758 012	2 768 739
Égout	11	1 740 205	1 740 205	1 657 863
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 835 799	1 835 799	1 757 847
Autres				
-Fosses septiques	14	78 676	78 676	78 641
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	111 648	111 648	92 497
Service de la dette	18	272 834	272 834	267 545
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	6 797 174	6 797 174	6 623 132
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	6 797 174	6 797 174	6 623 132
	26	29 086 132	29 086 132	27 977 366

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	245 287	245 287	260 597
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	21 573	21 573	21 237
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	112	112	112
	31	266 972	266 972	281 946
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	629 372	629 372	638 017
Cégeps et universités	33	464 339	464 339	471 498
Écoles primaires et secondaires	34	699 043	699 043	697 369
	35	1 792 754	1 792 754	1 806 884
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 059 726	2 059 726	2 088 830
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	108 191	108 191	102 914
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	5 530	5 530	5 279
Taxes d'affaires	43			
	44	113 721	113 721	108 193
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	11 760	11 760	11 825
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	11 760	11 760	11 825
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité				
Autres	48			
	49	68 780	68 780	66 197
	50	68 780	68 780	66 197
	51	2 253 987	2 253 987	2 275 045

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			7 847
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			633
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	28 290	28 290	31 056
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			13 635
Réseau de distribution de l'eau potable	68	297 747	297 747	292 555
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	33 005	33 005	35 802
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	176 673	176 673	157 180
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			721
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			422
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	290 525	307 401	302 657
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	53 321	53 321	76 230
Autres	88	100 360	380 284	332 049
Réseau d'électricité	89			
	90	979 921	1 276 721	1 250 787

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	268 379	268 379	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	243 760	243 760	
Réseau de distribution de l'eau potable	107	313 109	313 109	
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	366 496	366 496	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120	41 525	41 525	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	84	84	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	61 000	131 164	218 211
Réseau d'électricité	128			
	129	1 294 353	1 364 517	218 211

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	33 505	33 505	
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	384 149	384 149	471 734
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138	417 654	417 654	471 734
TOTAL DES TRANSFERTS	139	2 691 928	3 058 892	1 940 732

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140	47 092	47 092	38 058
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	47 092	47 092	38 058
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	209 405	209 405	208 300
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	209 405	209 405	208 300
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			71 840
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	27 161	27 161	26 300
Autres	153			
	154	27 161	27 161	98 140
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	7 587	7 587	8 696
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	3 037 628	3 037 628	2 961 210
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163	30 000	30 000	
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	3 075 215	3 075 215	2 969 906
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	190 689	190 689	189 363
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178	47 976	47 976	49 046
	179	238 665	238 665	238 409
Réseau d'électricité	180			
	181	3 597 538	3 597 538	3 552 813

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	182			
Évaluation	183	19 856	19 856	8 156
Autres	184	53 477	53 477	74 576
	185	73 333	73 333	82 732
Sécurité publique				
Police	186	146 184	146 184	143 067
Sécurité incendie	187	241 929	241 929	280 759
Sécurité civile	188			
Autres	189	375	375	1 819
	190	388 488	388 488	425 645
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	63 219	63 219	23 994
Enlèvement de la neige	192	78 796	78 796	62 996
Autres	193			4 148
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197		31 746	29 787
Autres	198			
	199	142 015	173 761	120 925
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201	96 370	96 370	48 155
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			792
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	842 326	842 326	910 889
Matières recyclables	205	108 782	108 782	76 000
Autres	206	35 429	35 429	
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	1 082 907	1 082 907	1 035 836
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213	8 715	8 715	5 349
	214	8 715	8 715	5 349
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218	36 863	36 863	30 755
	219	36 863	36 863	30 755
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	1 066 822	1 100 123	1 235 430
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	30 118	30 118	44 088
Autres	222	22 961	1 188 693	1 126 457
	223	1 119 901	2 318 934	2 405 975
Réseau d'électricité	224			
	225	2 852 222	4 083 001	4 107 217
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	6 449 760	7 680 539	7 660 030

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	98 852	98 852	65 074
Droits de mutation immobilière	228	935 983	935 983	824 737
Droits sur les carrières et sablières	229	11 456	11 456	11 154
Autres	230			
	231	1 046 291	1 046 291	900 965
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	517 622	517 622	589 667
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	292 082	298 092	279 465
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	(906)	(906)	(5 734)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241			
Autres	242	1 510 885	1 510 885	389 109
	243	1 509 979	1 509 979	383 375
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	798 938	4 577	803 515	803 515	814 045
Greffe et application de la loi	2	1 086 453	5 703	1 092 156	1 092 156	885 088
Gestion financière et administrative	3	1 497 849	51 300	1 549 149	1 549 149	1 501 616
Évaluation	4	545 346	10 169	555 515	555 515	768 893
Gestion du personnel	5	445 696	203	445 899	445 899	492 830
Autres						
- Autres	6	676 779	112 981	789 760	789 760	984 189
-	7					
	8	5 051 061	184 933	5 235 994	5 235 994	5 446 661
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	2 589 317	34 155	2 623 472	2 623 472	2 727 886
Sécurité incendie	10	2 137 254	216 421	2 353 675	2 353 675	2 226 285
Sécurité civile	11	8 253	1 597	9 850	9 850	12 267
Autres	12	175 906		175 906	175 906	181 446
	13	4 910 730	252 173	5 162 903	5 162 903	5 147 884
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 007 265	1 298 204	3 305 469	3 305 469	3 107 118
Enlèvement de la neige	15	3 008 942	112 156	3 121 098	3 121 098	2 754 281
Éclairage des rues	16	395 730	7 018	402 748	402 748	376 425
Circulation et stationnement	17	565 984	8 868	574 852	574 852	645 980
Transport collectif						
Transport en commun	18	57 970	1 867	59 837	59 837	61 602
Transport aérien	19	150 108	93 353	243 461	268 957	228 083
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	6 185 999	1 521 466	7 707 465	7 732 961	7 173 489

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	798 224	516 014	1 314 238	1 340 228
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 061 478	659 502	1 720 980	1 745 792
Traitement des eaux usées	25	586 945	711 070	1 298 015	1 220 469
Réseaux d'égout	26	972 221	927 788	1 900 009	1 825 764
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	397 837		397 837	405 027
Élimination	28	3 071 536	298 561	3 370 097	3 282 782
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	338 976		338 976	310 823
Tri et conditionnement	30	332 873	21 713	354 586	378 505
Matières organiques					
Collecte et transport	31	337 819		337 819	273 154
Traitement	32	95 181	28 919	124 100	95 237
Matériaux secs	33	133 583		133 583	128 865
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	30 408		30 408	30 132
Protection de l'environnement	38	116 641		116 641	53 863
Autres	39	105 544		105 544	51 000
	40	8 379 266	3 163 567	11 542 833	11 141 641
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	114 468		114 468	108 605
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	67 570		67 570	80 993
	44	182 038		182 038	189 598
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	631 579	10 813	642 392	655 532
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46	130 689		130 689	73 990
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	577 129	8 472	585 601	420 629
Tourisme	49	209 534	8 066	217 600	229 450
Autres	50				
Autres	51				
	52	1 548 931	27 351	1 576 282	1 379 601

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	533 388	22 704	556 092	556 092	511 021
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 576 935	384 918	1 961 853	1 961 853	2 059 042
Piscines, plages et ports de plaisance	55	305 721	14 671	320 392	320 392	317 121
Parcs et terrains de jeux	56	1 210 131	566 450	1 776 581	1 776 581	1 724 590
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	395 006		395 006	395 006	404 889
	60	4 021 181	988 743	5 009 924	5 009 924	5 016 663
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	870 074	142 152	1 012 226	2 520 252	2 355 101
Bibliothèques	62	762 747	43 865	806 612	806 612	798 588
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	64 203		64 203	64 203	69 659
Autres ressources du patrimoine	64	21 454		21 454	21 454	11 261
Autres	65					
	66	1 718 478	186 017	1 904 495	3 412 521	3 234 609
	67	5 739 659	1 174 760	6 914 419	8 422 445	8 251 272
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	801 728		801 728	837 387	1 002 014
Autres frais	70	113 897		113 897	113 897	122 755
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	313 000		313 000	313 000	352 200
Autres	72	12 604		12 604	35 464	20 768
	73	1 241 229		1 241 229	1 299 748	1 497 737
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	6 324 250	(6 324 250)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A113347

DATE 2018-04-17

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 358 654	1 358 654	91 617
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration	250	250	728
	Conduites d'égout	1 102 139	1 102 139	54 281
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	262 253	262 253	445 873
	Chemins, rues, routes et trottoirs	4 029 933	4 029 933	952 664
	Ponts, tunnels et viaducs			
	Systèmes d'éclairage des rues	645	645	58 360
	Aires de stationnement	164 337	164 337	128 724
	Parcs et terrains de jeux	445 117	445 117	433 773
	Autres infrastructures	162 086	162 086	85 949
	Réseau d'électricité			
Bâtiments				
	Édifices administratifs	82 055	82 055	2 602 217
	Édifices communautaires et récréatifs	681 245	681 245	37 101
Améliorations locatives				
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	572 574	572 574	1 152 400
Ameublement et équipement de bureau				
		144 977	144 977	356 854
Machinerie, outillage et équipement divers				
		527 695	527 695	253 355
Terrains				
		516 651	516 651	44 738
Autres				
			223 003	124 173
		10 050 611	10 273 614	6 822 807

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	1 358 654	1 358 654	91 617
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration	250	250	728
	Conduites d'égout	1 102 139	1 102 139	54 281
	Autres infrastructures	5 064 371	5 064 371	2 105 343
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable			
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout			
	Autres infrastructures			
	Autres immobilisations	2 525 197	2 748 200	4 570 838
		10 050 611	10 273 614	6 822 807

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35	171 544	78 179
Charges sociales	36	37 518	18 996
Biens et services	37	9 841 549	6 601 459
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	10 050 611	6 698 634

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 621 782		1 043 572	3 578 210
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	29 087 229	3 030 537	3 027 223	29 090 543
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	33 709 011	3 030 537	4 070 795	32 668 753
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	4 861 351	383 174	550 190	4 694 335
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	4 861 351	383 174	550 190	4 694 335
	19	38 570 362	3 413 711	4 620 985	37 363 088
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	38 570 362	3 413 711	4 620 985	37 363 088

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	285 320	285 320	286 852
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	52 213	52 213	52 112
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	227 882	227 882	226 764
Cours d'eau	13	30 281	30 281	30 132
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	119 181	119 181	98 088
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	29 894	29 894	32 233
Activités culturelles	23	102 386	102 386	85 352
Réseau d'électricité				
	24			
	25	847 157	847 157	811 533

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	41,60	40,00	86 536,22	3 403 384	1 014 527	4 417 911
Professionnels	2						
Cols blancs	3	54,63	35,00	99 434,00	2 325 815	674 510	3 000 325
Cols bleus	4	43,42	40,00	90 312,78	2 279 367	688 325	2 967 692
Policiers	5						
Pompiers	6	19,74	40,00	41 049,00	868 553	119 761	988 314
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
Élus	8	159,39		317 332,00	8 877 119	2 497 123	11 374 242
	9	7,00			256 928	44 671	301 599
	10	166,39			9 134 047	2 541 794	11 675 841

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		243 760			243 760
Réseau de distribution de l'eau potable	13	297 747	313 109			610 856
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	33 005	366 496			399 501
Autres	16	1 063 523	370 988	3 300		1 437 811
	17	1 394 275	1 294 353	3 300		2 691 928

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1	21 669	24 400
Évaluation	2	4 382	1 225
Autres	3	92 261	89 055
	4	118 312	114 680
Sécurité publique			
Police	5	63 244	63 030
Sécurité incendie	6	26 425	31 095
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	89 669	94 125
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	172 107	194 523
Enlèvement de la neige	11	39 215	44 330
Autres	12	16 689	18 727
Transport collectif	13	77	
Autres	14		
	15	228 088	257 580
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	63 864	117 897
Réseau de distribution de l'eau potable	17	188 918	197 518
Traitement des eaux usées	18	3 777	4 097
Réseaux d'égout	19	198 298	220 336
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	110 528	157 844
Matières recyclables	21	4 514	5 318
Autres	22	541	
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	1 413	
	26	571 853	703 010
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	612	3 447
	30	612	3 447
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	16 261	17 580
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	6 020	586
Autres	34		
	35	22 281	18 166
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	178 591	208 648
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	17 825	19 909
Autres	38	13 998	22 496
	39	210 414	251 053
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 241 229	1 442 061

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Bastille, Mario	13 567	6 783
Drapeau, Steeve	13 567	6 783
Gamache, Gaétan	60 575	16 346
Minville, Jacques	13 567	6 783
Plourde, Gérald	13 567	6 783
Pouliot, Jérémie	11 795	5 898
Vignet, Sylvie	19 502	7 657
Lepage, Nelson	1 771	885
Beaulieu, André	3 173	1 586

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	6 100 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	11 456 \$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	113 652 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	\$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	324 314 \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	61 676 \$
b) autres formes d'aide	30	\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

- | | | | |
|--|----|--|----|
| a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) | | | |
| - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver | 35 | | \$ |
| - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver | 36 | | \$ |
| b) Dépenses d'investissement | 37 | | \$ |
| c) Total des frais encourus admissibles | 38 | | \$ |
| d) Description des dépenses d'investissement : | | | |

S/O

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

S/O

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | | |
|-------------------------------------|----|--|--|
| a) Numéro de la résolution | | | |
| b) Date d'adoption de la résolution | 39 | | |
| | 40 | | |

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	22 398 985
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	334 023
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	22 733 008

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 782 000
Égout	11	1 809 700
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 862 816
Autres		
- Fosses septiques	14	78 500
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	92 500
Service de la dette	18	199 261
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	6 824 777
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	6 824 777
	26	29 557 785

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	263 557
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	21 565
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	112
	5	285 234

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	600 007
Cégeps et universités	7	472 522
Écoles primaires et secondaires	8	673 824
	9	1 746 353

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 031 587

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	110 968
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	5 530
Taxes d'affaires	17	
	18	116 498

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	11 760
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	11 760

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	70 662
	24	70 662
	25	2 230 507

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 197 747 221	X 5 1,0327	/100\$ 6 12 368 733				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 176 283 979	X 8 1,0775	/100\$ 9 1 899 473				
Immeubles non résidentiels	10 376 453 700	X 11 1,8090	/100\$ 12 6 809 953				
Immeubles industriels	13 57 205 300	X 14 1,9720	/100\$ 15 1 128 260				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 11 815 500	X 20 1,9540	/100\$ 21 230 839				
Immeubles agricoles	22 7 154 000	X 23 1,0327	/100\$ 24 73 877				
Total			25 22 511 135	26 (112 150)	27 ()	28	29 22 398 985
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58				
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 | 0 | 5	,	0 | 0	\$
Égout	2	1 | 6 | 5	,	0 | 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1 | 4 | 0	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Assainissement eaux usées	0,0006	1	
Dette ancien RDL	0,0105	1	
Puit en alimentation	0,0099	1	
Vidange des fosses septiques	95,0000	7	Unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	6 809 953	1 128 260		230 839	1 899 473	73 877
De secteur	2	79 055	12 013			37 019	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	68 382	10 602		30 445		
Autres	5	861 350	583 496			1 333 703	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	7 818 740	1 734 371		261 284	3 270 195	73 877

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	12 368 733		(112 150)	22 398 985
De secteur	10	205 936			334 023
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	89 823	9		199 261
Autres	13	3 754 467			6 533 016
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	16 418 959	9	(112 150)	29 465 285

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	54 675 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	40 348 097 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	4 482 502 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	1 172 342 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	5 887 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 65, rue de l'Hôtel-de-Ville
(no) (rue)
Rivière-du-Loup G5R 3Y7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 862-6700
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-2107
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@villerdl.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Jacques Moreau

Téléphone (418) 867-6711
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-2107
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jacques.moreau@villerdl.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 107, rue de l'Hôtel-de-Ville
(no) (rue)
Rivière-du-Loup Qc G5R 4P9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 862-0495
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-0768
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christine.desrosiers@mallette.ca

Responsable du dossier Christine Desrosiers, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jacques Moreau , atteste que le rapport financier consolidé de Rivière-du-Loup pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-04-23 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Rivière-du-Loup .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Rivière-du-Loup consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Rivière-du-Loup détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 3 050 374 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,4041 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-04-12 13:37:05

Date de transmission au Ministère :